

Une mobilisation pluri-acteurs coordonnée au niveau international

La plate-forme s'implique de façon coordonnée avec ses partenaires français, européens et internationaux dans le suivi des évolutions de la question de la dette et de ses enjeux et dans ses actions de plaidoyer. Les avancées obtenues témoignent de l'intérêt que présente le rapprochement d'acteurs différents et les synergies internationales.

Au niveau européen, la plate-forme est très investie au sein des réseaux Eurodad et, par le biais de Coordination Sud, Concord. Sa notoriété lui permet d'infléchir le choix des axes de travail de ces réseaux européens. Elle a notamment contribué à amener Eurodad à se pencher sur le concept de dette odieuse et à s'investir dans le dialogue entamé par les Nations Unies sur la dette.

La plate-forme participe également aux rencontres Nord/Sud des campagnes dette, notamment lors des Forums sociaux, un dialogue qui pourrait aboutir prochainement à un rapprochement des réseaux au niveau international.

I. Veille et expertise

Cette activité s'est notamment traduite par :

- Sortie des n° 2, 3 et 4 d'Infodette, lettre d'information qui présente les nouvelles des derniers mois concernant la dette
- Approfondissement du travail sur la doctrine de la dette odieuse : élaboration de fiches pays et d'une fiche synthétique sur la doctrine.
- Approfondissement de l'axe de travail dette et droit. Organisation d'une journée de travail "La dette par le droit" le 1^{er} avril 2004, avec une trentaine de participants.
- Participation aux assemblées générales d'Eurodad et aux réunions stratégiques des plateformes européennes dans le cadre de Concord et Eurodad
- Production de documents de positionnement : sur la dette irakienne et la dette des pays touchés par le tsunami.
- Rapport 2004-2005 en cours d'élaboration

II. Plaidoyer

Reconnaissance par les pouvoirs publics

La plate-forme est identifiée auprès des pouvoirs publics comme un interlocuteur pertinent et majeur sur la question de la dette et bénéficie d'une certaine écoute auprès d'eux.

- Le dialogue avec le ministère des Finances est devenu plus systématique et moins « langue de bois » (cabinet du ministre et administration du Trésor).
- Vis-à-vis du MAE, le dialogue est moins soutenu, notamment à cause du délitement, depuis 2002, de 2 instances de suivi instituées par les pouvoirs publics, la Commission coopération développement et le HCCI, où la dette y bénéficiait d'un statut particulier.
- Vis-à-vis de l'AFD : très peu de relations.

Sous l'impulsion de la plate-forme, la question de la dette a été centrale également dans le travail de plaidoyer mené dans le cadre de la coalition « 2005 : plus d'excuses ! » (cf. 4 pages synthétisant nos revendications prioritaires dans le document politique de 2005 PDE).

Mesures d'allègement de dette et soutenabilité

L'accord sur l'allègement de la dette des 18 PTE par le G8 doit être pour une grande partie mise au crédit de l'action des militants de l'annulation de la dette. La plate-forme dette y a participé par son lobbying intensif sur les pouvoirs publics français (rencontres au moins une fois par mois avec le Minéfi lors du premier semestre 2005) – à défaut d'obtenir de la France une position ambitieuse dans les négociations du G8, la plate-forme a contribué à rendre intenable la position d'obstruction systématique tenue par Paris. Malgré les limites criantes de l'accord du G8 (qui reste à confirmer...), cette mesure n'aurait été prise sans le travail constant de pression de la société civile sur les gouvernements des pays du G8.

Le travail de fond entrepris par la plate-forme sur la question complexe de la soutenabilité a participé à l'évolution, bien qu'insuffisante, de la définition du concept au sein des Institutions financières internationales. Le combat continue pour la réaffirmation par les Nations-Unies, au Sommet du Millénaire + 5 (sept. 2005), de la nécessaire prise en compte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans l'analyse de la soutenabilité.

Comptabilisation des allègements de dette dans l'APD

La plate-forme continue un travail de sensibilisation et de suivi technique de la comptabilisation des allègements de dette au titre de l'aide publique au développement. Avec les Amis de la Terre, elle a participé, le 3 mai 2005, à l'organisation d'un colloque au Sénat pour demander un audit des créances générées par la COFACE et l'exclusion des créances générées par les agences de crédit à l'exportation de la définition de l'aide publique au développement (APD) à l'OCDE. Cet événement a abouti à l'élaboration d'un appel des parlementaires sur la question. La revendication concernant la définition de l'APD a été reprise par de nombreux réseaux d'ONG européens (dont Eurodad et ECA-Watch) dans une lettre commune en juin 2005.

Coresponsabilité des créanciers

Revendication centrale de la campagne menée au premier semestre 2005 par la plate-forme Dette et Agir ici, l'idée d'un audit de la dette fait son chemin auprès des parlementaires. Les groupes UDF, PS et PC de l'Assemblée nationale, de même que les Verts et quelques députés UMP, se montrent ouverts à l'idée d'une Commission d'enquête sur la dette. Les groupes PS et PC ont même déposé des propositions en ce sens au bureau de l'Assemblée nationale, mais elles ont été rejetées.

Gouvernance de la dette

2005 a vu la naissance, pour la première fois, d'un lieu de dialogue sur la dette qui n'est pas dominé par les créanciers, avec la tenue, de janvier à juin 2005, d'un dialogue multi-acteurs sous égide onusienne sur la gestion de la dette réunissant créanciers, débiteurs, experts, société civile, IFI, secteur privé... La plate-forme a participé à ces débats et obtenu que le gouvernement français s'y implique réellement. L'enjeu est désormais de pérenniser ce dialogue. Par ailleurs, l'idée d'un droit international de la dette commence à faire son chemin.

III. Education au développement/mobilisation

L'activité de sensibilisation de la plate-forme a connu un regain d'activité en 2005, à travers son investissement dans la campagne « 2005 : plus d'excuses ! » et le lancement d'une campagne de cartes postales avec Agir ici.

La dette a été un axe majeur de communication et de mobilisation de la campagne « 2005 : plus d'excuses », qui s'est traduit par la signature de plus de 250.000 pétitions demandant, entre autres, l'annulation de la dette partout où elle est un obstacle aux OMD ; l'organisation, autour du 16 mai, d'événements grand public pour la journée internationale de la dette (à Paris, événement très populaire et médiatisé organisé avec le concours, notamment, d'Agir ici et Raid H) ; la forte médiatisation de la question de la dette tout au long de l'année.

La campagne « Assez de paroles, annulez la dette ! » menée par la plate-forme Dette avec Agir ici, lors du premier semestre 2005 (25 000 signatures à ce jour), s'est révélée être un bon complément des actions menées dans le cadre de 2005 PDE, en attirant l'attention des décideurs, notamment les parlementaires, sur des revendications plus précises concernant la dette.

Par ailleurs, la sensibilisation s'est matérialisée par la création d'outils et la mise en œuvre de nombreuses activités, même si leur fréquence s'est ralentie en 2005 :

- Sortie du n° 10 des Nouvelles de la dette, centré sur la doctrine de la dette odieuse, et de 2 fiches pays (Irak et RDC) illustrant cette doctrine.
- Organisation de 2 ateliers à l'Université d'été du CRID, sur la dette odieuse et la soutenabilité.
- Organisation de plusieurs actions « coup de poing » devant le Club de Paris à l'occasion du traitement de la dette irakienne (novembre 2004) et des pays touchés par le Tsunami (janvier 2005 avec Attac).
- Participation à des animations sur la dette en région et à la Fête de l'Huma 2005.
- Participation à l'expo photo pour les 10 ans de Coordination Sud.

- Promotion du film « Life and Debt » sur la dette jamaïcaine (2004, rédaction d'un article) et animation de débats en complément du film « Djourou : une corde à ton coup », juin 2005.
- Rédactions de tribunes libres et travail de relation suivie avec les médias.

IV. Suivi des allègements de dette par pays

L'action de la plate-forme a contribué, dans le cadre d'un dialogue régulier avec les pouvoirs publics, à la modification sur le long terme des pratiques de la coopération française. Cette évolution s'est traduite par une association plus volontaire par les pouvoirs publics de la société civile française et le renforcement du rôle conféré à la société civile du Sud.

En témoigne la poursuite du Programme concerté pluri-acteurs (PCPA) au Cameroun, programme cofinancé par le MAE de renforcement de la société civile camerounaise qui, après une longue phase de gestation puis une phase pilote, va voir débiter ses activités fin 2005.

Elle a également conduit, pour la première fois, à l'association de la société civile française à une mission de revue d'un contrat désendettement développement (Mauritanie, juillet 2005). Jean-Pol Evrard (Secours catholique-CI) a pu ainsi participer à l'ensemble de la mission, y compris les rencontres avec les ministres mauritaniens. Ce n'est pas sans de longues discussions internes que l'administration a cédé à cette revendication de longue date de la plate-forme D&D. Osons croire qu'il s'agit là d'un précédent qui augure d'une implication plus systématique de la société civile française et locale dans la politique de coopération française.

La plate-forme poursuit son travail de suivi des C2D (Mauritanie, Guinée, Cameroun, Côte d'Ivoire...), quoique de façon plus espacée en raison des retards pris dans leur mise en œuvre. A l'initiative de la CGT, la plate-forme Dette a également soulevé le problème de la diminution du montant des C2D entraînée par leur report incessant, sans réponse pour l'heure.

Enfin, la plate-forme continue d'entretenir des liens privilégiés avec certains partenaires du Sud de la plate-forme (Pérou, Côte d'Ivoire, Cameroun, Haïti...), en participant à des séminaires communs (Côte d'Ivoire en février 2004, alliance latino-américaine en novembre 2004), dont elle relaie aussi les stratégies de plaidoyer.